

*Les subsides*

Je pourrais peut-être mettre en lumière les conséquences des pluies acides transfrontalières. La pêche, le tourisme, l'agriculture et les ressources forestières sont menacés par les pluies acides et ces richesses naturelles représentent environ 8 p. 100 du produit national brut du Canada. L'acidification menace 43 p. 100 des deux millions de lacs du Québec et de l'Ontario parce que leur capacité tampon est insuffisante et ne permet pas de limiter ou de neutraliser un apport d'acides inorganiques de source atmosphérique.

Nous avons déjà constaté que près de 15 p. 100 des rivières à saumon de la Nouvelle-Écosse sont maintenant impropres au saumon et que 10 p. 100 sont en train de s'acidifier rapidement. Cela représente quelque 8 millions de dollars et 90,000 emplois. Environ 600 auberges et camps de pêche devront fermer d'ici à l'an 2000, ce qui coûtera 28 millions de dollars à l'économie de l'Ontario et 600 emplois.

Environ 175 millions d'acres des forêts productives du Canada se trouvent dans des régions sujettes à de fortes précipitations acides et des produits forestiers d'une valeur de 14 milliards de dollars sont menacés. Près de 50 p. 100 et 87 p. 100 des terres en Ontario et au Québec respectivement sont compromises par les pluies acides et leur perte risque de coûter 3 milliards. Quatre-vingt-six pour cent de la population vivant dans des régions sujettes à des pluies acides sont menacés de problèmes respiratoires. Il suffit de regarder autour de soi pour constater que bon nombre des immeubles construits avec des roches carbonatées se désagrègent plutôt rapidement dans certaines régions, nous privant ainsi de témoignages importants de notre patrimoine et de notre passé.

Quels sont les risques que nous courons, même s'il faut reconnaître que certains progrès ont tout de même été accomplis et que le président des États-Unis commence à avoir un vague aperçu de la situation réelle? Il a en effet commencé, très vaguement, à reconnaître qu'il s'agit d'une question qui revêt de l'importance pour nos deux pays. Le problème préoccupe énormément non seulement le Canada mais aussi de nombreux États américains. Je suppose que la Coalition canadienne sur les pluies acides a présenté les choses sous un angle qui pourrait choquer le gouvernement. Toutefois, en l'absence de mesures supplémentaires, ce point de vue est valable. «Les relations publiques l'ont emporté sur la protection environnementale», a déclaré M. Michael Perley de la Coalition canadienne sur les pluies acides. Chez les Américains, un représentant démocrate au Congrès a déclaré qu'on a trahi ceux qui se battaient pour obtenir que soient établies des normes raisonnables pour le contrôle des émanations. M. Waxman a ajouté que, en présentant des discours vides de sens comme une victoire pour le Canada le premier ministre leur avait rendu la tâche plus difficile. D'autre part, pour voir les choses sous un nouvel angle, il faudrait écouter les propos élogieux de ceux qui ont intérêt à ce que persiste la situation actuelle. La U.S. National Coal Association est emballée par l'accord conclu. Le vice-président de l'Edison Electric Institute soutient que c'est un bon moyen d'ajouter aux réalisations des États-Unis au chapitre du contrôle de la pollution.

• (1640)

Pour répondre à une question qui a été posée plut tôt, le député de Vancouver-Sud a déclaré que nous ne devrions pas renoncer à poursuivre d'autres efforts. Si nous adoptons le point de vue du ministre de l'Environnement (M. McMillan), selon lequel l'accord conclu était pratiquement révolutionnaire, et ensuite que nous attendions passivement les résultats, nous ferions comme le chien qui perd la proie pour l'ombre.

Le revers de la médaille c'est qu'il faut accorder le plus grand appui possible aux membres du Congrès et du Sénat des États-Unis qui tentent de protéger leur propre environnement, l'héritage de leur peuple, et qui s'aperçoivent qu'ils ne peuvent continuer à profiter de la destruction lente ou rapide de l'environnement. Nous devrions les appuyer sans réserve.

La motion dont nous sommes saisis aujourd'hui ne prête pas à controverse et elle ne témoigne délibérément d'aucun parti pris. Dans l'esprit du nouveau Règlement, elle vise à obtenir un examen sérieux de la question de la part de tous les partis, ce sur quoi tous les partis sont peut-être d'accord. Elle ne prétend pas que la situation actuelle est mauvaise ou que rien n'a été accompli. Elle recommande simplement de faire davantage. Il doit certainement y avoir une suite à donner, même si on respecte à la lettre l'accord, et il y a de fortes raisons d'en douter. Rien ne nous prouve que le président des États-Unis lutte ou luttera pour les 5 milliards de dollars nécessaires en l'occurrence avec autant d'acharnement que pour les 100 millions de dollars qu'il tente d'obtenir, afin de tuer des gens au Nicaragua. Supposons qu'il accomplisse ce que nous espérons grâce à cet accord. Alors, au moment du prochain sommet, nous devrions être prêts à passer à la prochaine étape et à insister pour qu'on reconnaisse le besoin réel exposé dans la motion. C'est bien beau de procéder à des travaux de recherche. Il est toujours bon de penser que 5 milliards de dollars seront peut-être consacrés à des mesures concrètes. Cependant, il serait de loin préférable que nos deux pays souverains s'entendent pour ne prendre aucune mesure au détriment de l'autre, et que nous ne soyons pas asservis à un pays qui pourrait refuser, à l'avenir, de répondre aux normes qui assurent notre protection. Si nous ne disons pas clairement aux Américains ce que nous voulons, ce que nous attendons d'eux et ce qui est nécessaire, je peux alors dire aux députés, pour avoir vécu près de cette nation, que nous n'obtiendrons jamais rien. Les États-Unis sont un pays ou un peuple qui comprend quand on lui dit les choses clairement. Dans ce cas-là, il répondra également clairement. Si nous nous contentons toujours d'accords tièdes et vagues, nous ne réaliserons aucun progrès. Il faut que les choses soient claires. Or, cette motion donne une voie précise à suivre et elle établit les bases d'un accord raisonnable permettant de se pencher sur ces questions de façon à en arriver à un résultat satisfaisant pour tous, non seulement les Canadiens, mais également ceux aux États-Unis qui partagent notre position, nos alliés au Sénat et au Congrès, ceux que nous ne devons pas abandonner du fait de cet accord.